

politique qu'un gouvernement progressiste-conservateur présentait en 1961—le gouvernement de mon collègue, le très honorable représentant de Prince-Albert. Il y a eu un gouvernement libéral qui s'est empressé d'abandonner ce programme. Nous nous réjouissons du retour de ce programme, mais cela ne suffit pas de revenir au statu quo en matière de recherche et de développement.

Une des erreurs fondamentales du gouvernement actuel, c'est qu'il a refusé d'admettre l'importance d'une recherche et de développement comme instrument de développement à l'échelon mondial. Nous avons un grave problème à affronter, c'est que la majeure partie de nos cerveaux se trouvent à l'étranger, au siège social de quelque entreprise; nous sommes d'ailleurs probablement plus mal lotis à cet égard que n'importe quel autre pays industrialisé. Cela veut dire que notre politique d'innovations doit viser surtout à encourager les chercheurs canadiens à rester ici et à inciter les entreprises canadiennes à compter sur nos points forts dans un monde qui a besoin de nos innovations. Le gouvernement a ouvert la porte qui était fermée depuis plusieurs années. Mais il a omis d'insuffler à sa politique d'innovations une orientation bien précise; il en est d'ailleurs de même pour sa politique économique.

Voilà où réside tout notre drame. Nous avons un pays dont la population veut travailler, dont les provinces veulent participer à la croissance économique, et dont les usines fonctionnent bien en deçà de leur capacité. Nous avons un pays qui, il fut un temps, était respecté dans le monde, dont nous pouvions être fiers. Nous avons maintenant un pays dont le premier ministre dit aux jeunes de s'expatrier.

Des voix: Honte!

M. Clark: Nous avons un gouvernement qui, en moins d'une décennie, a avili notre devise, divisé notre pays, et détruit la confiance naturelle que les Canadiens avaient en leur pays. Ce budget lui fournissait l'occasion de renverser la situation. Mais il est trop vieux, trop usé, et, une fois de plus, il s'est montré impuissant à mettre en valeur notre potentiel.

Des voix: Bravo!

M. John M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, je tiens à dire dès le début que j'ai bien aimé le discours prononcé par le chef de l'opposition (M. Clark). Je crois que ce discours aurait pu se diviser en deux parties. La première partie, à mon avis la plus intéressante sous bien des aspects, contenait ses propositions sur la façon dont il aurait réduit les taxes dans le budget et comment il aurait réduit certains services de l'État. Je crois qu'il a adopté une position tout à fait à la mesure d'un chef conservateur.

La deuxième partie de son discours a cependant été consacrée à la façon dont il préconisait non seulement de dépenser tout l'argent qu'il allait économiser mais également de dépenser même davantage. Il me semble que le chef de l'opposition essaie de miser sur les deux tableaux à la fois. Il essaie de nous dire que d'un côté il réduirait les impôts et les services offerts par l'État en serrant la ceinture à l'administration, et que d'un autre côté il y a beaucoup de choses qu'il voudrait accomplir et beaucoup de choses qui doivent d'ailleurs être accomplies et qu'il est non seulement disposé à dépenser les deux milliards de dollars ou les montants qu'il économiserait, mais même davantage.

Budget—M. Reid

Il me semble que le discours du chef de l'opposition aurait eu davantage d'effets s'il avait fait porter exclusivement ses remarques sur un seul de ces deux thèmes au lieu d'essayer de les combiner alors qu'ils ne sont tout simplement pas compatibles. Si je pouvais me permettre de donner quelques conseils au chef de l'opposition, je lui dirais de s'arrêter sur les deux thèmes qu'il vient d'évoquer et de choisir l'un ou l'autre mais pas les deux à la fois car cela reviendra à rendre les prochaines élections beaucoup trop faciles pour le premier ministre (M. Trudeau) et son ministre des Finances (M. Chrétien).

Le chef de l'opposition en a profité pour rapporter certains propos favorables à son parti. Je crois qu'il serait juste de préciser que les avis sont partagés concernant le budget. Laissez-moi vous citer certaines remarques de l'économiste en chef de la Banque de Montréal telles qu'elles sont rapportées dans le *Globe and Mail* de ce matin. Selon un article en première page de la section des affaires, il aurait déclaré ce qui suit:

Jack Totten a déclaré lors d'un séminaire sur le rôle du Canada dans l'économie mondiale: «A mon avis, il n'y a aucune raison fondamentale pour que le dollar canadien continue à baisser, et on peut s'attendre à une amélioration avant longtemps».

Plus loin, on peut lire:

La baisse du dollar canadien, qui fait monter les prix des importations indispensables, accroît effectivement l'inflation au Canada, a-t-il dit. «De toute évidence, si nous ne réussissons à contenir les augmentations de prix et de salaires à un niveau comparable à celui des États-Unis, notre situation se détériorera de nouveau et le dollar baissera inévitablement.»

Il a signalé que la baisse du dollar empêcherait la création d'emplois au Canada parce que nos coûts sont trop élevés et que rien n'indique que l'industrie ou les travailleurs soient prêts à les contenir volontairement, de sorte que le marché s'en charge pour nous. Je pense qu'il nous faut reconnaître dans l'ensemble que si nous ne pouvons écouler ce que nous produisons en versant des salaires élevés, il vaudrait mieux pour nous produire selon nos capacités à un coût plus raisonnable en fonction de l'économie mondiale. Cela procurerait des emplois aux chômeurs, notre dollar retrouverait son niveau normal et des emplois seraient créés.

Dans le même journal, le chroniqueur Ronald Anderson, avait certains commentaires à faire sur la façon dont le monde des affaires au Canada a accueilli le budget. Il écrit:

Les réactions au dernier budget montrent que le secteur privé en général le trouve acceptable et sérieux. On peut se demander s'il en aurait été de même si le programme de réduction de la taxe de vente avait été plus ambitieux et s'il avait coûté, disons, 1 milliard et demi de dollars au Trésor fédéral. Par ailleurs, les provinces qui sont prêtes à participer à ce programme de six mois n'auraient peut-être pas approuvé une réduction s'étendant sur un an.

Cela me semble d'un grand bon sens. Je pense que le chef de l'opposition a frappé juste, sans le faire exprès, lorsqu'il a dit que, si l'on voulait stimuler l'économie en encourageant les dépenses, il fallait aider ceux qui étaient au bas de l'échelle des revenus. C'est ce qui ressort, selon moi, de la motion présentée par le Nouveau parti démocratique. Mais il s'agit maintenant de savoir quelle est la meilleure manière d'encourager les dépenses chez ceux qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus.

Quiconque s'intéresse à l'économie sait que la taxe la plus régressive qui soit c'est celle que prélève le gouvernement fédéral ou, surtout, le gouvernement provincial. Nous comprenons, je crois, pourquoi elles existent, mais quand on veut stimuler l'économie, la façon la plus simple et la plus rapide de le faire c'est à mon avis, en réduisant la taxe de vente.